

Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 25 (2018)

Heft: 2: La Grève générale de 1918 : crises, conflits, controverses = Der Landesstreik 1918 : Krisen, Konflikte, Kontroversen

Artikel: Point de Grève générale au Tessin? : Les raisons d'un échec partiel

Autor: Rossi, Gabriele

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-787320>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Point de Grève générale au Tessin ? Les raisons d'un échec partiel

Gabriele Rossi

Les mouvements sociaux de l'été et de l'automne 1918 au Tessin s'inscrivent dans une période très dense de l'histoire du canton, entre une phase d'industrialisation (1895-1914) et le début d'une longue suite de crises économiques (1914-1948), entrecoupées de courts moments d'accalmie.¹ Caractérisée par un sentiment profond d'abandon, de traitement inégal, de persécution – que la presse, par moments relayée par les autorités cantonales, tend à intensifier – la crise est également morale ; elle conduira, dans les années 1920 et 1930, aux revendications que le canton du Tessin, qui se juge marginalisé, adressera aux autorités fédérales.² Les thèmes de l'identité, des relations avec les autres Confédérés, du patriotisme, de l'*italianità*, et de l'*irredentismo* occupent une place importante dans l'histoire cantonale.³ Les données statistiques, qui montrent une augmentation de 185 % du nombre de Confédérés et de 141 % du nombre d'étrangers résidant au Tessin entre 1888 et 1910 (contre une augmentation de seulement 0,3 % de Tessinois sur la même période), nourrissent alors les craintes d'une double invasion : italienne d'un côté, germanophone de l'autre.⁴

Résulte de cette configuration une germanophobie notoire, qui contribue à l'accueil défavorable que la très grande majorité de la population tessinoise réserve à la Grève générale de novembre 1918, alors même que le canton

1 Andrea Ghiringhelli, *Il Ticino della transizione 1889-1922*, Locarno, 1988.

2 Consiglio di Stato, *Le rivendicazioni ticinesi. Memorie e documenti*, Bellinzona, 1925.

3 Voir entre autres : Bruno Caizzi, « Profilo di una storia sociale », in Guido Locarnini (éd.), *Aspetti e problemi del Ticino*, Lugano, 1964, pp. 30-54 ; Silvano Gilardoni, « Italianità ed elvetismo nel Canton Ticino negli anni precedenti la Prima guerra mondiale (1909-1914) », *Archivio storico ticinese*, n° 45-46, 1971, pp. 3-84 ; Raffaello Ceschi, « Un Ticino poco svizzero ? L'epoca dei malintesi (1880-1940) », in Beatrix Mesmer (Hg.), *Neuen Studien zum Schweizerischen Nationalbewusstsein*, Basel, 1992, pp. 54-65.

4 Hector Amman, « Die Bevölkerungsentwicklung der italienischen Schweiz », *Schweizerische Monatshefte für Politik und Kultur*, vol. 4, 1924, pp. 287-320. En 1888, le Tessin comptait 18 280 étrangers, (soit 14.4 % de la population). En 1910, leur nombre atteignait 44 000 personnes (28 % de la population). Durant la même période, le nombre de Confédérés, très majoritairement alémaniques, passe de 1800 (1.5 %) à 5200 (3.4 %). Gian Carlo Pellandini, *Il movimento demografico nel Canton Ticino dal 1850 al 1950*, Bellinzona, 1955.

est sévèrement frappé par l'augmentation du coût de la vie et par l'érosion des salaires.⁵ Comme nous le verrons ci-dessous, en 1917 et 1918, les grèves sont d'ailleurs nombreuses et importantes au Tessin, mais la participation des travailleurs à la Grève générale de novembre 1918 s'avère en revanche fort limitée. L'objet de cet article est d'interroger les raisons de cet état de fait et s'inscrit ainsi dans un débat entamé depuis de nombreuses années déjà.

Le débat sur la Grève générale au Tessin

Orazio Martinetti, dans son travail de séminaire à l'Université de Bâle, soulignait déjà en 1980 le manque de sources sur la Grève générale au Tessin et la pauvreté des recherches.⁶ En 1948, Emilio Agostinetti, conseiller national tessinois, socialiste et futur secrétaire de la Fédération suisse des cheminots (SEV), publie une petite brochure sur la Grève générale.⁷ De manière significative, il n'y dit rien des évènements survenus dans le canton, sinon pour critiquer la Radio de la Suisse italienne qui a marqué l'anniversaire de la Grève générale par un reportage sur les soldats du Régiment 30, déployés à Zurich. Guglielmo Canevascini, secrétaire de la *Camera del Lavoro* (CdL) de 1907 à 1922 et conseiller d'État socialiste de 1922 à 1959, n'est pas plus prolix: «C'est une histoire que je ne veux pas raconter», dit-il lors d'une conférence prononcée devant les jeunes du Parti socialiste tessinois (PST) en 1957-1958. Domenico Visani au contraire en parle.⁸ Tout comme Canevascini, il entonne le même discours que celui des dirigeants grévistes de l'époque: tout était prêt, mais le télégramme annonçant la grève ayant été intercepté par la police, les informations sont arrivées trop tard et la réaction bourgeoise avait été si forte et rapide que les ouvriers n'ont pu être mobilisés à temps.

Ce n'est qu'avec le livre de Guido Pedroli sur le socialisme tessinois, publié à Milan en 1963, que l'idée d'une base ouvrière hostile à la grève commence à poindre. Pedroli critique aussi les dirigeants socialistes et syndicalistes :

5 Le lait et le pain coûtaient plus cher à Lugano que dans le reste de la Suisse; cf. «Il prezzo del pane», *Gazzetta ticinese*, 18.05.1916; Statistisches Amt des Kantons Basel-Stadt, «Mittellungen über die Preise der wichtigsten Lebensmittel und anderer Bedarfsartikel in 30 schweizerischen Gemeinden», *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, Heft 1, 1918, p. 181.

6 Orazio Martinetti, *Il movimento operaio ticinese durante la Grande Guerra e lo sciopero generale del novembre 1918*, Basilea, 1980.

7 Emilio Agostinetti, *Lo sciopero generale del 1918*, Bellinzona, 1948.

8 Guglielmo Canevascini, *Autobiografia*, Lugano/ Bellinzona, 1986, pp. 50-51. Domenico Visani, «La Camera del Lavoro del cantone Ticino», in Giacomo Bernasconi (éd.), *Die Schweiz der Arbeit, 1848-1948*, Zürich, 1948, pp. 239-253.

Au fond, comme ils [les dirigeants et syndicalistes] ne s'attendaient pas à ce que la révolution découle de leurs idées ni de leur action directe, mais tout au plus du cours des évènements eux-mêmes, ils pouvaient continuer d'en parler, tandis qu'ils acceptaient comme «révolutionnaire» chaque réforme simplement sociale réalisée avec l'accord de la majorité bourgeoise.⁹

À l'occasion du cinquantième anniversaire de la Grève, Dario Robbiani publie un travail journalistique, plus attentif au message à faire passer qu'à la vérité historique. Celui-ci reprend les justifications syndicales, tout en rapportant les moindres actes de participation à la grève.¹⁰ Dix ans plus tard, en 1978, la télévision suisse italienne produit un long documentaire qui suit la ligne tracée par Pedroli.¹¹ En 1979, Antonio Gili montre dans son mémoire sur l'histoire des chrétiens-sociaux au Tessin entre 1918 et 1945 que ces derniers sont défavorables à la grève et qu'ils la trouvent injustifiée et inopportun, à cause de la grippe.¹² Par la suite, excepté trois biographies dédiées aux principaux représentants du mouvement ouvrier dans le canton, un seul texte consacre quelques pages aux évènements de 1918, celui d'Orazio Martinetti, publié en 2013.¹³ Dans ses conclusions, Martinetti considère avec scepticisme les justifications avancées par le congrès socialiste du 24 novembre 1918 : les communications interrompues, qui avaient isolé la *Camera del Lavoro*, l'association faîtière des syndicats adhérents à l'Union syndicale suisse (USS), et la soudaineté de la déclaration de la grève, qui ne laissait pas le temps de consulter les fédérations. Selon lui, en réalité :

Dans les rangs d'un prolétariat dispersé et si hétérogène, difficile à unifier et souvent réfractaire à l'organisation, une grève purement «politique» comme la grève générale de novembre ne pouvait que tomber dans le vide.¹⁴

9 Guido Pedroli, *Il socialismo nella Svizzera italiana 1880-1922*, Milano, 1963, p. 151.

10 Dario Robbiani, *Il resto seguirà*, Lugano, 1968, pp. 76-81.

11 Fabrizio Fazioli, Delta Geiler, *1918. Le agitazioni sociali e lo sciopero generale in Ticino*, Lugano, RTSI, 1978.

12 Antonio Gili, *L'organizzazione cristiano-sociale nella storia del movimento cattolico nel Ticino (1918-1945)*, mémoire de l'Université de Fribourg, 1979, pp. 59-60.

13 Nelly Valsangiacomo, *Domenico Visani (1894-1969)*, Lugano, 1994 ; et *Storia di un leader. Vita di Guglielmo Canevascini 1886-1965*, Lugano/Bellinzona, 2001 ; Francesca Mariani Arcobello, *Socialista di frontiera. L'avvocato Francesco Nino Borella (1883-1963)* Bellinzona, 2008 ; Orazio Martinetti, «Lo sciopero mancato. Sindacati e movimento operaio nel 1918», in *Fare il Ticino*, Locarno, 2013, pp. 125-167.

14 Orazio Martinetti, «Lo sciopero mancato...», pp. 159-160.

C'est un jugement très dur, qui implique aussi de la part de l'auteur l'idée que les dirigeants n'ont pas adhéré à la grève. Nous verrons que des documents trouvés récemment permettent de mieux préciser les positions de ces derniers et de modifier l'image de la Grève générale au Tessin.

Quelques mots encore au sujet des sources disponibles sur notre thématique. Du côté des autorités cantonales, les procès-verbaux du Conseil d'État présentent un vide pour la période ; la correspondance avec le Conseil fédéral ainsi que les registres du Département militaire et les débats au Grand Conseil offrent en revanche quelques indications.¹⁵ Les fonds des communes s'avèrent plus riches comme celui de Bellinzona, par exemple, conservé aux Archives d'État.¹⁶ Du côté des fonds du mouvement ouvrier, les archives de la Fondazione Pellegrini Canevascini disposent de bons matériaux et de fonds photographiques intéressants : nous en avons présenté un court inventaire sur le site de la Fondation (www.fpct.ch). Quant aux rapports et à la correspondance entre l'USS et ses fédérations, on les retrouve parfois au Tessin, dans les fonds syndicaux de la Fondazione Pellegrini Canevascini.

Le Tessin de la Belle Époque : croissance et crise dans un monde encore agricole

Le Tessin de la Belle Époque est celui du début de l'industrialisation et du développement du secteur tertiaire : en 1910, 41 % de la population active à plein temps appartient au secteur primaire, 32 % au secteur secondaire et 27 % travaille dans les services.¹⁷ L'évolution de la conjoncture suit, grosso modo, celle de la Lombardie ; 1895 marque la fin de la dépression et la croissance, initiée avec le

15 Archives d'État du canton du Tessin (ASTI), Bellinzona, RG 37/123. Elenco casi penali militari, Dip. Militare RG 38, Copialettere del Dip. Militare, RG 19/19.

16 ASTI, *Protocollo delle risoluzioni municipali*, Archives communales R2/60, Copialettere R3/93.

17 Pour une vue d'ensemble de l'économie tessinoise, voir Antonio Galli, *La crisi ticinese. Studio sulle condizioni politico-economiche del Cantone Ticino*, Lugano, 1924 ; Sandro Guzzi-Heeb, « Per una storia economica del Cantone Ticino », in Jean-François Bergier (ed.), *Storia economica della Svizzera*, Lugano, 1999, pp. 311-360 ; Angelo Rossi, *Dal Paradiso al Purgatorio. Lo sviluppo secolare dell'economia ticinese*, Locarno, 2005 ; Fabrizio Viscontini, *Alla ricerca dello sviluppo. La politica economica nel Ticino (1873-1953)*, Locarno, 2005 ; Angelo Rossi, *Tessere. Saggi sull'economia ticinese*, Bellinzona, 2010. Sur l'industrie : Giulio Barni, Guglielmo Canevascini, *L'industria del granito e lo sviluppo economico del Canton Ticino*, Lugano, 1913 (réédition : Bellinzona, 2009) ; Ilse Schneiderfranken, *Le industrie nel Cantone Ticino*, Bellinzona, 1937 ; Ufficio delle Ricerche Economiche [URE], *Il settore industriale ticinese. Profilo storico*, Bellinzona, 1968 ; Tazio Bottinelli, « Traffici e processi di regionalizzazione nel Ticino moderno », *Archivio Storico Ticinese*, n° 84, Bellinzona 1980, pp. 535-542 ; Bruno Giovanetta, et al., *Bodio. Dal villaggio rurale al comune industriale*, Lodrino, 1997 ; Roberto Romano, *Il Canton Ticino tra '800 e '900. La mancata industrializzazione di una regione di frontiera*, Milano, 2002.

chemin de fer du Gothard, fait malheureusement long feu. Le retard par rapport aux régions du Plateau est très important.¹⁸ La croissance s'opère par vagues et n'empêche pas des crises.

Le canton aurait pu affronter le début de la guerre d'une façon plus sereine que le reste de la Confédération ; l'Italie se maintient en effet en marge du conflit et la route commerciale de Gênes, très importante pour le Tessin, demeure praticable. La faillite des banques tessinoises (la *Banca cantonale ticinese* et le *Credito ticinese* de Locarno ainsi que la *Banca popolare ticinese* de Bellinzona) au printemps 1914 change la donne.¹⁹ Des dizaines de millions de francs de l'époque partent en fumée en raison d'activités spéculatives, et les récents efforts d'industrialisation s'en trouvent durement affectés. Le début des hostilités entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie ne fait qu'aggraver la situation : beaucoup de travailleurs italiens rentrent à partir de mai 1915 pour accomplir leur devoir de soldat. Il n'est pas facile de connaître l'importance de ces travailleurs pour chaque branche d'activités : en 1910, les étrangers représentaient près de 44 % du total de la main-d'œuvre masculine dans l'industrie et l'artisanat, et près de 48 % dans l'hôtellerie.²⁰ Le départ des conscrits a donc fortement ébranlé l'équilibre d'un marché du travail qui, depuis toujours, déborde largement les limites cantonales. De plus les *Regnicoli* (Italiens) qui restent au Tessin deviennent des déserteurs et sont facilement victimes de chantages patronaux.

Une identité qui se construit en négatif, « contre » tout ce qui peut la menacer

Le malaise ne se limite pas à l'économie : il s'exprime encore davantage dans le débat politique et culturel, marqué par la question de l'identité cantonale.²¹ Les données démographiques renforcent les craintes identitaires en faisant ressortir trois phénomènes : la stagnation de la population indigène – stagnation qui est

18 L'Office des recherches économiques du canton présente quelques données sur la question : URE, *Il settore industriale ticinese...*, pp. 52-60.

19 Mario Ferri, avocat et dirigeant socialiste, publia un hebdomadaire entièrement dédié à la faillite des banques : *Giustizia ! : bollettino dei creditori delle banche fallite*, Lugano, 1914 ; voir également : Carlo Kuster, *Un capitolo della nostra Economia Politica. Saggio critico*, Lugano, 1914 ; Ernst Wetter, *Bankkrisen und Bankkatastrophen der letzten Jahre in der Schweiz*, Zürich, 1918 ; Romano Mellini, *La Banca dello Stato del Cantone Ticino dal 1915 al 1964*, Bellinzona, 1967 ; Angelo Rossi, « Autopsia degli scandali bancari della “belle époque” », in Gruppo economico politico (ed.), *La piazza finanziaria ticinese*, Giubiasco, 1985, pp. 89-128 ; Pietro Nosetti, « Le trasformazioni del settore bancario ticinese fra le due guerre mondiali e le origini di una nuova partenza », *Archivio Storico Ticinese*, n° 162, Bellinzona, 2017, pp. 4-31.

20 « Persone con attività economica secondo le classi economiche, le nazionalità e i sessi, dal 1910 », *Annuario statistico ticinese*, Bellinzona, 1946, p. 48.

21 Pour la bibliographie, cf. note 3.

perçue comme un signe d'anomie –, la croissance du nombre des étrangers – ressentie comme un danger pour l'helvétisme du Tessin dans le contexte d'un renforcement du discours irrédentiste italien – et enfin, la très forte présence de Confédérés dans les postes de direction des services (PTT, CFF) ainsi que dans l'hôtellerie, suscitent inquiétudes et tensions.

Les polémiques politiques déferlent par vagues, opposant les radicaux, inspirés par le journaliste et conseiller d'État (1909-1915, conseiller national à partir de 1914) Emilio Bossi, aux conservateurs, à l'instar de Giuseppe Motta, élu au Conseil fédéral en 1911, qui soutiennent l'helvétisme et les valeurs traditionnelles.²² La gauche radicale et socialiste est fustigée comme antipatriotique et antimilitariste. Après 1912, la question de l'italianité s'invite dans les débats: ses partisans soutiennent l'idée de l'intervention de l'Italie dans le conflit pour réaliser l'unification des terres italophones dans le Royaume de Savoie, bien que la plupart en excluent le Tessin. Enfin, le problème de la neutralité ou de l'interventionnisme divise le camp des socialistes et contribue à leur scission en 1913.

Avec le déclenchement des hostilités, la germanophobie rampante s'enflamme et les critiques des partisans de l'Entente pleuvent sur une Confédération jugée acquise aux intérêts des Puissances centrales. Nourrie par une intense campagne de presse, la germanophobie fédère des forces très différentes ; les autorités fédérales tentent de réagir en adoptant, dans le cadre des pleins pouvoirs, l'ordonnance du 10 août 1914 qui institue la censure militaire. Les polémiques ne s'éteignent pas pour autant, au contraire: affaire de la dynamite à Lugano en novembre 1915, expulsion du journaliste italien Caburi en décembre 1915, procès au journal satirique *Il Ragno*, affaire des Colonels en janvier 1916, affaire Hoffmann-Grimm en juin 1917. Journalistes et hommes politiques en viennent à des déclarations de plus en plus virulentes. À propos de l'affaire des Colonels, Guglielmo Canevascini écrit dans le journal socialiste *Libera Stampa* en janvier 1916: «Le Conseil fédéral est désormais lié à la camarilla militaire et la camarilla militaire est de pure marque prussienne.»²³ L'action de Robert Grimm pour faire démarrer des pourparlers de paix entre la Russie et l'Allemagne n'arrange rien et pousse la presse à attaquer les socialistes, vite qualifiés de «bolcheviques».²⁴ Il s'ensuit une fracture entre l'aile gauche des radicaux et les socialistes, qui sont désormais vus comme des suppôts de l'Allemagne.²⁵ Dans son travail sur la Grande Guerre, Sandra Rossi souligne

22 La plus connue des polémiques est celle entre Bossi et Motta en juin 1915 au Conseil national à propos de la censure ; cf. Sandra Rossi, *Il Ticino durante la Prima guerra mondiale*, s.l., édité par ses soins, 1976, pp. 68-70 ; Claudio Imperatori, *Italianità...*, pp. 182-205, 228-248.

23 «La nostra neutralità è tradita dai colonnelli. Ci chiami o patria ? Serviamo il Kaiser !», *Libera Stampa*, 21.01.1916.

24 Bernard Degen, «Biographischer Nachtrag», in Bernard Degen et al. (Hg.), *Robert Grimm*, Zürich, 2012, p. 190.

25 Emilio Bossi, «I socialisti del Kaiser», *Gazzetta ticinese*, 04.06.1917.

que cette question fut à tel point obsédante pour le conseiller national radical et journaliste Emilio Bossi que ce dernier publia quotidiennement un article consacré au dit «péril bolchevique» durant les mois de novembre et de décembre 1918.²⁶

Les socialistes entre scission et réunification; le PSS attend d'y voir clair

Mais de quels «bolcheviques» parle-t-on au juste ? L'histoire des organisations cantonales du mouvement ouvrier tessinois commence en 1900, avec la fondation du PST, suivie par la création, en 1902, de la CdL. Le parti obtient ses premiers sièges au Grand Conseil en 1905 et la CdL voit son travail reconnu et financé par l'État avec la Loi sur le travail de 1904. En 1913, le secrétaire de la CdL, Guglielmo Canevascini, provoque une scission chez les socialistes par ses attaques contre l'inefficience des élus et leur éloignement de la base ouvrière. Leurs deux hebdomadaires, *Libera Stampa* pour Canevascini, *L'Aurora* pour le courant orthodoxe du PST, adopteront ainsi des positions antagonistes, notamment sur la question de l'entrée en guerre de l'Italie, soutenue par *Libera Stampa*, ou le pacifisme, soutenu par *L'Aurora*. Or, bien qu'il soit le seul reconnu par le PSS, l'ancien PST perd progressivement des forces ; son journal cesse de paraître en 1916 et début 1917 tout porte à croire qu'il y aura réunification des deux ailes.²⁷ En réalité, le groupe de Canevascini absorbe le PST. Les rapports avec le PSS ne vont pas se simplifier suite au conflit sur la question de l'interventionnisme qui oppose *Libera Stampa* au Parti socialiste italien en Suisse et à son journal *L'Avvenire del Lavoratore*. *Libera Stampa*, qui est devenu l'organe officiel du parti, refuse toujours de passer à une position neutraliste, ce qui soulève des réticences au PSS quant à la demande d'adhésion du parti réunifié.²⁸

Le parti manque de sections actives et doit s'occuper de son organisation tout au long de 1918. Le comité directeur siège à Chiasso, bourg de frontière, tandis que Lugano n'a pas de section fiable : «La section socialiste dort toujours [...] il nous faut de jeunes éléments choisis parmi les organisés récents», écrit alors Canevascini.²⁹ Bellinzona dispose de deux sections socialistes : celle du parti réunifié et l'ancienne, issue du *Griitliverein* et qui est membre du PSS ; or cette

26 Sandra Rossi, *Il Ticino...*, p. 62. Nous lui devons une bonne partie des informations sur la presse.

27 Nelly Valsangiacomo, *Storia di un leader...*, pp. 114-118 ; Pasquale Genasci et al., *PS socialisti da cent'anni*. Lugano/ Bellinzona, 2000, p. 21.

28 Sur la question, cf. Guido Pedroli, *Il socialismo...*, pp. 133-140.

29 Lettre de Guglielmo Canevascini (GC), Locarno, à Francesco Borella (FB), Chiasso, 04.08.1918. Fondazione Pellegrini Canevascini (FPC), Archivio di Stato Bellinzona (ASTI), fonds FB 13/1/3 CD du PST mai-août 1918 ; Francesco Nino Borella (1883-1963) est un avo-

dernière ne veut pas se fondre dans le PST et se retrouver ainsi hors du parti national. C'est que la question des rapports avec celui-ci n'est toujours pas résolue. Le PSS, tout en collaborant avec les socialistes tessinois, n'acceptera le PST dans ses rangs que le 15 décembre 1918. Retenons au final que le manque total d'organisation du parti, surtout dans les deux seules villes du canton, empêche le mouvement ouvrier de pouvoir disposer d'un pôle unique et doté d'un nombre suffisant de militants et de dirigeants. C'est ce que souligne avec ironie Canevascini en août 1918 dans une lettre à Francesco Borella : « [...] notre parti n'a pas de tête et [...] nous sommes tellement amis de la liberté que nous laissons faire et dire à chaque membre ce qui lui plaît. »³⁰

Davantage de travailleurs syndiqués, trop peu de dirigeants expérimentés

Le mouvement syndical se trouve lui aussi en pleine réorganisation. Mais là, c'est plutôt l'euphorie qui accélère et, en même temps, complique les décisions. La CdL cesse presque toute activité en 1915 et son secrétaire, Canevascini, retourne travailler la terre chez son père à Tenero. La reprise s'amorce en 1916 avec la grève des 400 cigarières de Brissago et s'accélère au printemps 1917, avec la grève de la papeterie de Tenero et celle, victorieuse, des métallurgistes de Bodio. Les effectifs de la CdL remontent alors à 3000 membres, comme dans les années fastes de 1905-1907. Les salariés organisés sont présents notamment à Lugano, Bodio et Brissago. Bellinzone compte un bon nombre de cheminots qui, toutefois, n'adhèrent pas à la CdL.

Les métallos de Bodio, en majorité des Italiens qui n'ont pas répondu à l'ordre de marche en 1915, ne voient pas d'un bon œil la CdL, qui a toujours été partisane de l'entrée en guerre de l'Italie. Leur section syndicale, fondée le 7 septembre 1917, adhère à la FOMH mais compte bien demeurer autonome sur le plan cantonal.³¹ Mais en décembre 1917, pour sortir de son isolement après sa première grève victorieuse, la section, alors forte de 450 membres, contre 180 avant la grève, adhère finalement à la CdL.³² Élu comme premier secrétaire d'une fédération des métallos au Tessin en avril 1918, Domenico Visani, Italien arrivé en Suisse à cinq ans, souligne sa position politique dans une lettre à Francesco Borella :

cat et le véritable auteur de la réunification socialiste en 1917-1918. Il a été député au Grand Conseil de 1917 à 1963, puis conseiller national à plusieurs reprises entre 1922 et 1947.

30 Lettre de GC, Locarno, à FB, 17.08.1918. FPC, fonds FB 13/1/3 CD du PST mai-août 1918.

31 Cf. FOMO sezione di Bodio, *40 anni*, Lugano, 1957.

32 Lettre de GC, Locarno, à FB, Chiasso, 14.12.1917. FPC, fonds FB 12/3/1 CD du PST 1917-1918.

Ici en Suisse aussi, toujours selon moi, le Parti socialiste n'aurait pas dû offrir sa collaboration à la politique du gouvernement, mais lui laisser toutes les responsabilités d'une situation qui est justement le résultat du régime étatique-capitaliste. Et puisque la conquête du pouvoir par le prolétariat ne peut se réaliser qu'avec une révolution, on aurait dû profiter de tous les éléments qu'offrait et offre encore la situation pour l'amener à maturation, pour créer dans les masses prolétaires une aptitude à la révolution afin qu'il soit préparé et non désorienté à l'heure de l'insurrection.³³

Visani fera l'objet de plusieurs décrets d'expulsion ; le premier d'entre eux lui est signifié après la grève des métallos d'avril 1917, sans besoin de justification, car les fabriques de Bodio sont militarisées en raison de leur importance pour l'armée.³⁴ L'année 1917 au Tessin est caractérisée par huit grèves, dont sept se terminent par des victoires, et 23 « agitations ».³⁵ Pour le mouvement syndical il est alors urgent de récupérer le temps perdu et cet empressement se perçoit également parmi les cheminots. Ce secteur se tient à l'écart de la CdL et, jusqu'à son entrée en 1919 dans le SEV, est organisé par une nébuleuse de syndicats.³⁶ Seuls les employés du tram, des chemins de fer régionaux, des funiculaires et de la navigation, tous membres de l'Union ouvrière des entreprises de transport (AUST), sont affiliés à la CdL.³⁷ Le personnel des CFF s'organise quant à lui en plusieurs sections. Les syndicats disposent en 1918 de structures en grande partie nouvelles : la CdL compte 42 sections mais seules huit d'entre elles étaient déjà actives avant la guerre. Les militants expérimentés font défaut ; ce qui est construit lors d'une réunion avec Canevascini se délite dans les semaines qui suivent, aux premières difficultés venues. L'ambiance est à la révolte à cause de la très mauvaise situation alimentaire et de l'augmentation vertigineuse du coût de la vie. Le 18 mars 1918 à Bellinzone, la foule, exaspérée par les privations dues

33 Lettre de Domenico Visani, Bodio, à FB, Chiasso, 29.3.1918. FPC, fonds FB 13/1/1 CD du PST janvier-mars 1918.

34 Sa demande de naturalisation, déposée en 1924, ne sera acceptée qu'en 1946. En 1947 il sera élu président du Grand Conseil. Cf. Nelly Valsangiacomo, *Domenico Visani...*; Pasquale Genasci, *Il Partito socialista nel Ticino degli anni '40*, Lugano, 1985, pp. 194-195.

35 *Agitazioni* est le mot que la CdL utilise dans ses rapports annuels pour définir les mobilisations de militants qui ne débouchent pas sur une grève, cf. Gabriele Rossi, *Sindacalismo senza classe. Vol. I Dall'Ottocento alla Prima guerra mondiale*, Bellinzona, 2002, pp. 137-138, 141.

36 Nous ne donnons pas la version italienne du nom des syndicats ; la plupart du temps on utilisait seulement le sigle. Pour les noms en français et allemand, cf. Emma Ribbe-Ochsner, *Der Schweizerische Gewerkschaftsbund und seine Verbände*, Zürich, 1980.

37 En novembre 1919, le secrétaire de l'AUST Luigi Patocchi annonce 1228 membres au Tessin. Les cheminots ont environ 3600 adhérents.

à la mauvaise gestion du ravitaillement, prend d'assaut et détruit la centrale de distribution du lait.

Les autorités craignent que de nouvelles protestations aient lieu le 1^{er} mai et cherchent à détendre la situation. Cela n'est toutefois pas simple ; en juin des commerçants sont menacés et le 22 le commandant de la place militaire communique que ses informateurs lui signalent des meetings pour le lendemain et des rumeurs selon lesquelles «de nombreux magasins» seraient ensuite attaqués. Le maire de Bellinzona invite alors les conseillers municipaux «qui ont encore de l'influence sur la population de la convaincre de ne pas faire des manifestations qui nuisent aussi à la renommée de la ville».³⁸ La troupe est mobilisée. La situation ne s'apaise pas, comme l'indique une pétition munie de 688 signatures et déposée le 12 juillet, qui exige une augmentation des rations pour les ouvriers.

Le début du *memoriale* envoyé au Conseil d'État par les grévistes de Lugano quelques jours auparavant résume bien la situation : «La faim frappe aux portes de chaque famille qui doit vivre uniquement du salaire obtenu par le travail.»³⁹

La grève générale de juillet 1918 à Lugano

Nous arrivons ainsi à la «vraie» grève générale de 1918 au Tessin : celle de Lugano et de ses environs, les 8 et 9 juillet. Le licenciement de trois employés du tramway de la ville met le feu aux poudres même si les causes de la révolte sont surtout liées à la répartition des denrées alimentaires soumises au rationnement : injustices et favoritismes permettent de frauder sans que les autorités interviennent ; aucune différence n'est faite dans les rations distribuées aux classes aisées et aux travailleurs ; du pain blanc, du sucre et des petits fours, mais surtout du beurre pour les touristes des hôtels, contre du pain bis, ordinaire, pour les ouvriers.⁴⁰ La colère monte peu à peu et les premières entrées en grève sont spontanées. Les ouvriers de la métallurgie, en grève depuis deux semaines, ont gain de cause et obtiennent même plus que ce qu'ils revendent. Ils continuent toutefois leur mouvement en solidarité avec les autres ouvriers. C'est alors que naît l'idée d'une grève générale locale à Lugano et dans les alentours : 45 corps de métiers différents y participent, pour la plupart composés d'ouvriers

38 «Protocollo delle risoluzioni municipali dal 26.04.1918 al 15.11.1923», ASTI, fonds de la commune de Bellinzona, R2/60.

39 *Memoriale* des grévistes de Lugano au Conseil d'État du 8 juillet 1918, FPC fonds PST 9/1/1.

40 Nous avons suivi la description du discours de Leo Macchi lors du meeting du mercredi 3 juillet 1918 ; cf. Dario Robbiani, *Il resto seguirà...*, p. 39.

et ouvrières non organisés. L'appui de la population est massif: les défilés rassemblent plusieurs milliers de participants.

Le résultat final est très positif. Non seulement les salaires augmentent, mais la différence entre le salaire minimum et le salaire maximum s'amenuise, ainsi que celle entre le salaire des hommes et des femmes. Dans la plupart des cas, l'organisation ouvrière est reconnue – ce qui constitue une première – et elle est même rendue obligatoire (les employeurs n'acceptent que des syndiqués, ce qui est, du reste, illégal). Dans *Libera Stampa*, Canevascini présente triomphalement les résultats de la grève que Henri Viret, secrétaire de la Fédération du commerce, des transports et de l'alimentation (FCTA), nuance: il est bien moins positif et considère, à juste titre, que la crise qui s'annonce emportera la plupart de ces conquêtes et laissera, en échange, un problème très sérieux de chômage que les autorités du canton et des communes résoudront, comme toujours, en favorisant l'émigration, surtout des jeunes.⁴¹

Pour l'instant toutefois, l'horizon syndical demeure au beau fixe: les nouveaux membres affluent au point que Lugano devient le pôle principal du mouvement ouvrier et peut demander que le siège de la CdL revienne s'y établir. La bourgeoisie locale n'a pas vécu la situation comme un vrai danger, bien que l'on ait réquisitionné la troupe. Toutefois, à la lecture des journaux, on perçoit une attitude plus circonspecte et la volonté de casser le lien entre le mouvement ouvrier et la population: l'instrumentation de la peur du bolchevisme vient alors fort à propos.

Pourquoi novembre n'est pas juillet

Nous avons maintenant tous les éléments pour traiter la question centrale: pourquoi, en novembre 1918, la mobilisation tessinoise a-t-elle été si faible? Essayons de suivre les évènements de ces journées de novembre. Le mois s'était ouvert dans la joie causée par la victoire de l'Entente et la défaite des Empires centraux. Au Tessin, la nouvelle de la grève générale est immédiatement interprétée comme une ultime manœuvre germanophile: la mobilisation du Régiment 30 apparaît alors comme l'occasion de montrer aux partisans des Empires centraux que les Tessinois sont de vrais patriotes. La presse bourgeoise explique ainsi que c'est en raison de leur loyauté sans faille à la patrie qu'on fait

41 Le cas le plus évident est celui de la commune de Biasca: on parle carrément de «L'agonia del borgo» (*Libera Stampa*, 18.10.1924) à laquelle on réagit en prêtant aux jeunes l'argent pour le voyage vers l'Amérique, cf. «Registro risoluzioni municipali (06.06.1923-01.12.1925)», Archives communales, Biasca. Le Bureau cantonal de placement favorise l'émigration des maçons au-delà des Alpes.

appel aux troupes tessinoises : la censure particulièrement tatillonne, les chicanes, les persécutions et les accusations de n'être pas vraiment suisses n'avaient donc pas de justification réelle. L'image est très forte et frappe les esprits, à tel point que la mobilisation des troupes tessinoises devient une sorte de valeur identitaire et mémorielle, que la radio tessinoise soulignera encore en 1948.

C'est dans ce climat passionnel, habilement entretenu par la presse, que vont tenter de se mobiliser les grévistes. Les cheminots sont informés par un coup de téléphone reçu à Airolo, qui permet d'alerter les gares jusqu'à Biasca, localité où l'information est déjà connue par un télégramme arrivé le 11 novembre à 20 heures, et dont le texte avait échappé à la censure militaire : « Ordre de fréquenter l'école de recrues. Stop. » À Bellinzone, les cheminots se réunissent d'urgence le 12 à 14 heures 25, approuvent la grève à l'unanimité et publient un appel aux citoyens signé par plusieurs dirigeants syndicaux : ce dernier touche le personnel des CFF et les ouvriers de l'Atelier de réparation (*l'Officina*), soit un millier de personnes.⁴² Si, dans un résumé des faits, *L'Avvenire del Lavoratore* affirme qu'à Bellinzone « la masse ouvrière n'a pas participé à la grève »⁴³, il faut rappeler que la ville ne compte alors que 39 « industries » pour 236 salariés au total et dont 4 seulement comptent plus de 10 ouvriers : difficile de parler de « masse » dans ces conditions. Si au nord de Bellinzone les cheminots appartiennent aux organisations du personnel des locomotives, des mécaniciens, des chauffeurs de locomotive et des agents du train, au sud, les employés adhèrent plutôt à la VSEA (*Verein Schweizerischer Eisenbahn-und Dampfschiffangestellten*) et les ouvriers à l'AUST, deux syndicats qui ne participeront pas au mouvement.

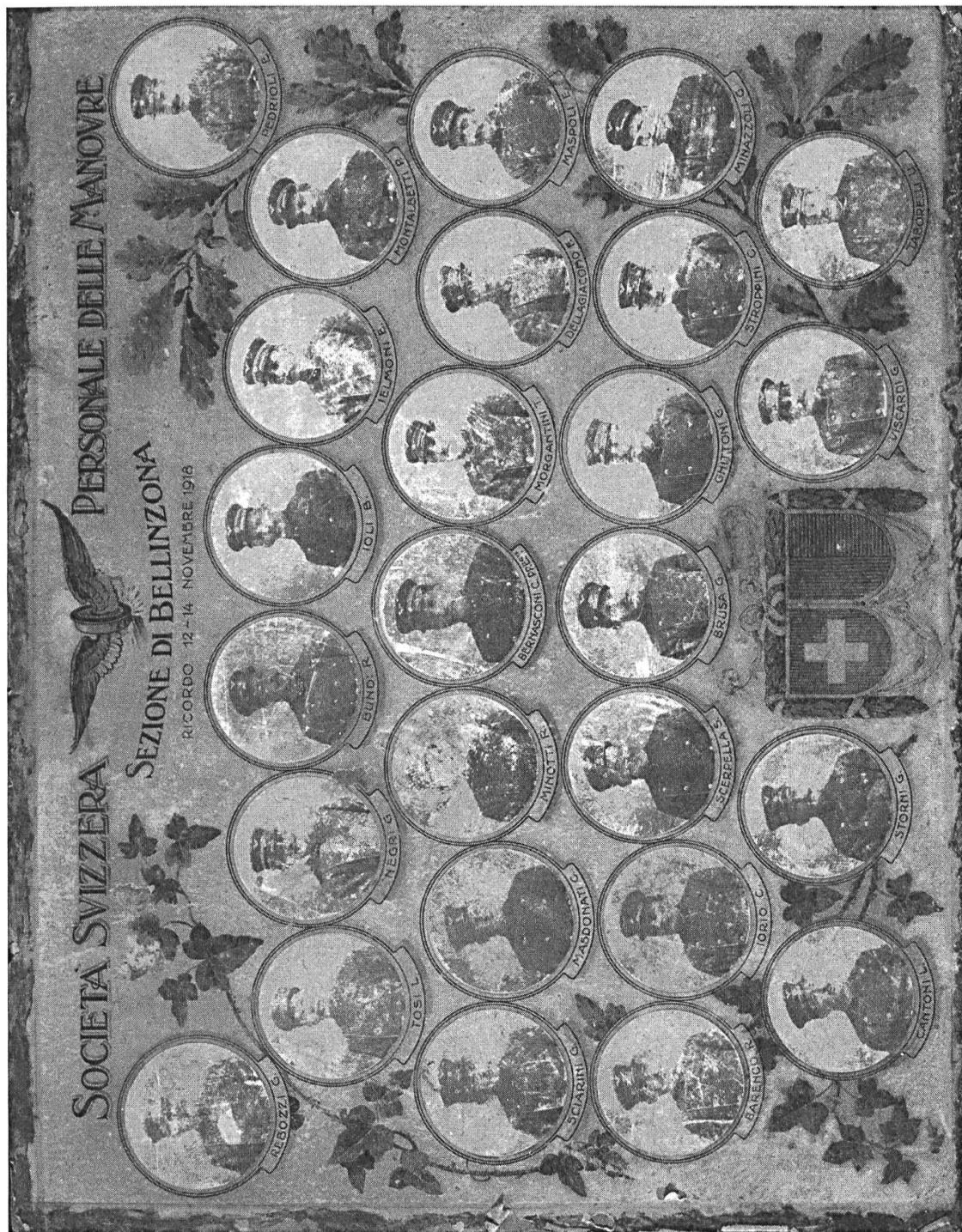
En plus des cheminots, le 13 novembre à 10 heures, une cinquantaine de métallos de Bodio prennent connaissance des revendications du Comité d'Olten et décident une grève de solidarité de 24 heures sur proposition de Domenico Visani. Eux aussi sont soumis à la justice militaire : en plus, pour bonne partie, ils sont Italiens. Lors de l'assemblée générale du 23 janvier 1919, le comité de la section de la FOMH (la seule du canton) sera critiqué pour son attitude : il lui sera reproché d'avoir donné suite au télégramme signé par Robert Grimm, et non par un membre de la Fédération, et que la grève n'a pas permis d'obtenir d'augmentations de salaire.⁴⁴ Plusieurs sections des tailleurs de pierre cessent aussi le travail.

Pendant la grève, des cheminots du dépôt de Biasca ainsi que quinze employés des CFF à Bellinzone sont arrêtés et vite relâchés. La Municipalité résume ainsi les faits le 15 novembre :

42 «A tutto il Personale Ferroviario», FPC, fonds de la section socialiste de Bellinzona sc. 3/1/6-7
«Fascio organizzazioni sindacali Bellinzona e dintorni 1918-1919».

43 «Lo sciopero generale in Svizzera», *L'Avvenire del Lavoratore*, 07.12.1918.

44 «Verbale sezione Bodio 30.04.1918-12.12.1925», FPC fonds FOMO 3/2.



Société suisse du personnel de la manœuvre, section de Bellinzone, souvenir de la Grève générale, 12-14 novembre 1918. Archivio del Stato del Cantone Ticino, FPC fonds photographiques, n. 35838.

I) Tous les employés de nos services publics municipaux [...] ont travaillé pendant la grève générale. [...]

III) Le service ferroviaire CFF a été suspendu. Il a par contre continué régulièrement à la Compagnie des chemins de fer Bellinzona-Mesocco. Les banques, les magasins, les fabriques ont pu continuer leur travail sans être perturbés. Seul l'Atelier de réparation des CFF a participé à la grève. On a mis quelques gardes militaires devant les principales institutions mais il n'y a pas eu de désordres.

IV) Il y a deux compagnies de Landsturm.

V) Les troupes ont été cantonnées en vue de la grève des cheminots et des ouvriers (500 environ) employés à l'Atelier sans que la Municipalité en fasse la requête ; les grévistes ont toutefois toujours maintenu un comportement correct. [...]

VII) Les journaux ont tous été librement publiés.⁴⁵

La Municipalité avait eu connaissance le 12 novembre que 25 cheminots du dépôt de Bellinzona avaient télégraphié au Conseil fédéral pour condamner le «mouvement bolchevique» (les typographes avaient aussi voté contre la grève le 13) ; le maire affirme que si la majorité silencieuse osait se manifester dans les organisations et au-dehors, elle aurait l'appui de la population. Mais lors de la séance suivante, le 14, on sait déjà que tout rentrera dans l'ordre à minuit. La présence des troupes de la *Landsturm* rend «superflue l'organisation d'une garde civique, demandée par une pétition de quelques concitoyens»⁴⁶. Les rapports entre les autorités communales et les grévistes restent corrects pendant toute la durée du mouvement et après.

La réaction triomphante

À Lugano, Chiasso et Locarno la situation est tout à fait différente. La Municipalité de Lugano agit en toute hâte lors de la séance du 10 novembre : elle envoie un télégramme demandant au Conseil fédéral de veiller sur l'ordre, et publie un appel au calme. Le jour suivant, les autorités communales ordonnent la création «d'une équipe de volontaires comme l'ancienne *Guardia Civica Luganese*, directement aux ordres des autorités. En accord avec la Municipalité, on charge

⁴⁵ «Copialettere Municipio Bellinzona 30.09.1918-05.04.1919», ASTI, fonds de la commune de Bellinzona R 3/94.

⁴⁶ «Protocollo delle risoluzioni municipali dal 26.04.1918 al 15.11.1923», ASTI, fonds de la commune de Bellinzona, R 2/60.

de son organisation Monsieur le Capitaine Pietro Luvini ».⁴⁷ Les journaux parlent d'une centaine d'éléments équipés comme l'armée territoriale.

Le 12 novembre circulent en ville des rumeurs selon lesquelles les grévistes de Bodo auraient démantelé les rails : fausse nouvelle plusieurs fois répétée, malgré les démentis.⁴⁸ Les cheminots de Biasca sont en grève, tandis qu'à Bellinzona et Locarno rien ne se passe. La CdL tient une réunion dans la soirée à Lugano, mais la majorité semble se prononcer contre la grève.

Guglielmo Canevascini est contraint de garder le lit à cause de la grippe. Il prend connaissance de l'ordre de grève le 12 novembre, peu avant midi. Il avait toutefois déjà écrit le matin même à Pietro Barana, son collaborateur qui dirige la CdL à Lugano :

Malheureusement je ne peux pas être avec vous pour organiser ensemble la grève. Ma guérison est lente. Donnez-moi toutes les informations.

Ce soir les Comités des Sections vont se réunir à Locarno. Nous n'attendons que le mot d'ordre. Tout est prêt. Il est vraiment dommage que le C[omit]é d'Olten ne nous ait pas informés. Je ne sais pas si aujourd'hui les télégrammes pourront arriver à destination.

Gardez toujours la cohésion à Lugano.

Appelez Devincenti.⁴⁹

Le texte, sans doute véridique, confirme une série de points : tout d'abord le manque d'informations communiquées par le Comité d'Olten ; ensuite la volonté de participer au mouvement. À cet égard, la lettre de Canevascini offre un détail important : l'appel à Giovanni Devincenti, un syndicaliste révolutionnaire de grande expérience, formé en Suisse romande pendant ses années d'émigration.⁵⁰ Dernier point, la réunion à Locarno des comités des sections ; nous savons qu'une réunion similaire était prévue à Lugano et que la CdL organisait le mouvement mais ne pouvait pas décider de la grève : seules les fédérations et leurs délégués en avaient le droit.

Le soir du 12, les deux réunions de Locarno et Lugano débouchent sur le même résultat : la grande majorité des présents est contre la grève. À Lugano, Viret n'a pas su convaincre, mais aucune décision n'a été prise : les délégués n'étaient pas hostiles à la grève mais craignaient que la base, trompée par la presse bourgeoise et

47 «Cronaca cittadina», *Gazzetta ticinese*, 11.11.1918.

48 Cf., par exemple, «Lo sciopero», *Gazzetta ticinese*, 12.11.1918.

49 Lettre de GC à P. Barana, 12.11.1918, FPC, fonds GC 8/2/4/10.

50 Cf. Gianpiero Bottinelli, *Giovanni Devincenti. Il sogno di un emigrante*, Lugano, 2001.

qui ne comprenait pas l'origine et les buts de l'action, ne suive pas le mouvement ; le meeting prévu pour le jour suivant n'aura du reste pas lieu. Locarno accueillera une manifestation contre les « bolcheviques », tandis que l'armée montera la garde devant la maison de Canevascini. Le même jour, deux réunions de cheminots à Chiasso (VSEA) et à Lugano condamnent la grève et critiquent les leaders syndicaux. Dans la capitale, on procède le 13 novembre à l'arrestation d'un certain nombre de cheminots – dont Giovanni Tamò, qui deviendra le héros des journées de novembre, accusé d'avoir cherché le 11 novembre, dans le train de Lugano à Bellinzona, à convaincre des soldats de ne pas obéir aux ordres. L'enquête, ouverte le jour même de son arrestation, se boucle le 8 janvier 1919. Lors du procès, qui a lieu le 28 février, Tamò est condamné à un mois d'emprisonnement.⁵¹ Trois cheminots voient la procédure ajournée tandis que pour cinq autres, elle est abandonnée le 14 novembre 1918 déjà.

Gare aux bolcheviques et aux étrangers !

Dans l'attente des procédures de la justice militaire, la grève s'achève dans le calme à Bellinzona. Mais le mouvement ouvrier de la capitale sait qu'il faut agir vite pour rassembler les militants et les sympathisants et leur donner de nouveaux buts à atteindre. En janvier 1919 se réunit le *Fascio sindacale*, union de tous les syndicats de la région ; en collaboration avec la nouvelle section socialiste, les participants déclarent avoir «en vue un projet grandiose»⁵² : créer une Maison du Peuple. L'achat de l'hôtel *Schweizerhof*, le plus imposant de la ville, situé au début du *Viale della Stazione*, permet aux ouvriers de réaffirmer leur présence dans la ville ; lors de l'inauguration du bâtiment, à la fin du mois de mars 1919, un portrait de Giovanni Tamò, l'un des principaux protagonistes des journées de novembre, remplace la photo du général Wille dans le salon. Un geste ô combien symbolique !

À Lugano la reconquête de la rue passe plutôt par l'affrontement direct. Déjà le 7 novembre 1918 on avait crié *Abbasso i bolsceviki !* après avoir eu connaissance de l'expulsion de la légation russe. La Municipalité demandait l'expulsion des collaborateurs italiens de *Libera Stampa*. La section de Lugano réagit immédiatement : le 15 elle envoie une circulaire aux socialistes de Lugano ainsi conçue : «Le vent de réaction bourgeoise impose à tous les VRAIS, SINCÈRES et CONSCIENTS socialistes une action immédiate et énergique». Le dimanche 24 novembre, après le congrès cantonal des socialistes tenu à Lugano, une

51 Sur le procès cf. FPC, fonds Francesco Borella sc. 15/1/5 - 15/2/2.

52 Lettre de la section de Bellinzona (Vidoroni) à FB, 17.12.1918, FPC fonds FB 13/2/1.

échauffourée oppose des jeunes à des dirigeants socialistes.⁵³ Le lendemain, la séance du Grand Conseil est consacrée à l'éloge des défenseurs de la patrie face aux meneurs étrangers : même Canevascini, d'ordinaire très optimiste, est découragé. Borella lui redonne de l'espoir et, à moyen terme les faits lui donnent raison : échec de la grève, certes, mais échec seulement partiel.

Conclusion

Les circonstances ont empêché une participation massive à la grève, qui a pourtant bien eu lieu ; plusieurs raisons expliquent la faiblesse de la mobilisation : un mouvement ouvrier en pleine reconstruction, faible au niveau des dirigeants et dispersé à la base ; la fin de la guerre, qui touche de près les nombreux Italiens actifs dans le canton ; la vague de germanophobie qui dure depuis des années et qui se mue en persécution contre les supposés «bolcheviques» à la solde du Kaiser ;⁵⁴ les problèmes de communication et autres informations qui arrivent en retard ; la difficulté de comprendre des revendications autres que salariales et sur les conditions de travail.

Tout cela conduit à la décision de la *Camera del Lavoro* de ne pas participer au mouvement, qui restera limité aux secteurs autonomes (cheminots, ouvriers de la métallurgie, travailleurs de la pierre).

Face à la réaction très dure de la bourgeoisie et d'une bonne partie de la population, les socialistes et les syndicats ont alors un sursaut d'orgueil. Ils se rassemblent, renforcent leurs liens avec le PSS et l'USS, comprennent qu'il faut se battre pour reconquérir le territoire et le cœur des citoyens. Ils lancent une campagne de formation en créant l'Université Populaire à Lugano en 1919, ils ouvrent des Maisons du Peuple à Bellinzona et Chiasso et envoient à Berne, aux élections d'octobre 1919, leur premier conseiller national. Entre-temps, les conservateurs, convaincus que le gouvernement a oublié les souffrances du peuple, prônent une politique plus sociale. Se construit ainsi la base pour l'arrivée au gouvernement des socialistes en 1922 et la création du *Governo di paese*, l'alliance des conservateurs et des socialistes qui met fin à la domination des libéraux-radicaux.

Mais la bataille qui suit novembre 1918 constitue aussi la prémissse de l'attitude très ferme que le mouvement ouvrier tessinois tiendra contre le fascisme dès 1919 et surtout à partir de l'arrivée au pouvoir en Italie de Mussolini en 1922. La lutte contre l'ennemi sera totale et ne se limitera pas aux prudences de la

53 «I fattacci di Lugano», *Libera Stampa*, 29.11.1918.

54 «Pour le bolchevisme, comme pour son frère siamois de l'autre côté – le pangermanisme – la fin justifie les moyens.», «Il pericolo bolscevico», *Gazzetta ticinese*, 05.11.1918.

diplomatie de Motta; l'idée que si l'on veut défendre la démocratie il faut combattre les dictatures conduira vite à des échauffourées dans les rues et les places du canton, tandis qu'en toute clandestinité et illégalité, se constituent des groupes armés antifascistes appelés «*Liberi e Svizzeri*».

Nous pouvons voir, dans cette capacité de lier l'action parlementaire et la mobilisation des militants par l'action directe, l'héritage le plus intéressant que la Grève générale a laissé au mouvement ouvrier du Tessin.

Zusammenfassung

Kein Landesstreik im Tessin ? Die Gründe eines partiellen Scheiterns

Im landwirtschaftlich geprägten Tessin nahm nur ein sehr beschränkter Teil der 30 000 im Industrie- und Transportsektor Beschäftigten am Landesstreik teil: die Eisenbahner zwischen Airolo und Bellinzona, die Metallarbeiter von Bodio und die Steinhauer in der Umgebung von Biasca. Es ist nicht einfach zu erklären, weshalb die Beteiligung so schwach ausfiel. Die Leitungen der Gewerkschaften und der Sozialdemokratie versuchten sie von Anfang an mit der mangelhaften Kommunikation mit dem Oltener Aktionskomitee zu erklären. Außerdem prangerten sie die Aggressivität der Presse an, die die Bolschewiki beschuldigte, auf Befehl Moskaus einen Rettungsversuch für Deutschland zu unternehmen. Grundsätzlich sei aber alles bereit für einen Streik gewesen. Historiker, die danach fragten, was die Mobilisation der Arbeiter behindert habe, führten in erster Linie an, dass die Basis dem Streik ablehnend gegenüberstand, weil sie die öffentliche Reaktion fürchtete und weder den gewählten Zeitpunkt noch die Ziele der Bewegung verstand. Ein «politischer» Streik konnte von einem verstreut lebenden, heterogenen und oft unorganisierten Proletariat nicht verstanden werden. Schliesslich konnten die Abwesenheit des Gewerkschaftssekretärs Canevascini und das Zögern anderer Gewerkschaftsführer die Verwirrung nur noch steigern. Neuentdeckte Quellen erlauben allerdings, diese Interpretationen zu nuancieren.

(Übersetzung: Adrian Zimmermann)